

Reporterre

le quotidien de l'écologie

Le pitoyable bilan de M. Macron en écologie

23 mai 2019 / Hervé Kempf (Reporterre)



Le président de la République a convoqué un « Conseil de défense écologique » jeudi 23 mai. Il y a fort à faire pour inverser la politique menée. Car depuis le départ de M. Hulot, le gouvernement a multiplié les actions et mesures contraires à la protection du climat et de la biodiversité.

A 9h30 ce jeudi 23 mai, à l'Élysée, Emmanuel Macron réunit le conseil de défense écologique, une nouvelle instance dont il a annoncé la création lors de sa conférence de presse concluant le grand débat, le 25 avril. Y participent le chef de l'État, le Premier ministre et une dizaine de ministres membres permanents : François de Rugy et ses deux secrétaires d'État, Brune Poirson et Emmanuelle Wargon, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, Gérald Darmanin, ministre du budget, Julien Denormandie, ministre de la Ville et du Logement, Didier Guillaume, ministre de l'Agriculture, Annick Girardin, ministre des Outre-mer, Agnès Buzyn, ministre de la Santé et Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères. A cette liste pourront s'ajouter des ministres selon l'actualité, par exemple ce jeudi Elisabeth Borne, ministre des Transports, pour aborder la loi d'orientation sur les mobilités.

A quoi va servir ce Conseil, qui allonge la liste de... **61 conseils et commissions déjà existantes sur les questions d'environnement** ? Ce conseil sera décisionnaire, explique le gouvernement, à l'image du Conseil de défense qui se réunit toutes les semaines sur les questions militaires. Des décisions pourraient être annoncées en fin de matinée, lors de la conférence de presse que donneront Edouard Philippe et François de Rugy.

En attendant, il est utile de regarder quelle a été l'action du gouvernement en matière d'environnement depuis le **départ tonitruant de Nicolas Hulot fin août 2018**. M. Hulot avait quitté le gouvernement parce qu'il n'arrivait pas à imposer des choix écologiques clairs. Son bilan, après un an au gouvernement, **était très décevant**. Le problème est que, depuis, cela ne s'est pas amélioré.

- **Autoroutes** - Dès septembre, le gouvernement imposait violemment la poursuite du chantier autoroutier du GCO (Grand contournement ouest) de Strasbourg, allant jusqu'à laisser la police asperger de gaz lacrymogène des députés, **dont la députée En Marche Martine Wonner**. Un geste significatif, et du recours habituel à la violence policière, et du soutien déterminé aux projets d'autoroutes, qui artificialisent les terres et suscitent le trafic routier. Le gouvernement laisse ainsi **inscrire dans la loi Mobilités** des crédits pour la liaison **Toulouse-Castres** et pour le **contournement de Rouen**. Il encourage aussi **l'autoroute de contournement d'Arles**.

- **Grands projets inutiles** - Le gouvernement continue aussi à soutenir des infrastructures artificialisant les terres, **comme Europacity, à Gonesse (Val-d'Oise)** ou desservant les transports du quotidien, comme le projet du « *train des riches* » vers Roissy, le **Charles de Gaulle Express**. Il n'a toujours pas pris de position claire **sur le Lyon-Turin**.

- **Affaiblissement du droit de l'environnement et bétonnage** - Alors que l'artificialisation des terres se poursuit **à un rythme très - trop - rapide**, le gouvernement a engagé un processus discret d'**affaiblissement du droit de l'environnement** : au nom de la « *simplification* », cela se traduit par un affaiblissement des contrôles environnementaux en amont des projets - par exemple les fermes-usines. Ce recul est aggravé par la baisse du nombre de fonctionnaires du

ministère de la Transition écologique (**moins 1.078 dans le budget 2019**), budget dans lequel la politique de l'environnement **a globalement été affaiblie**. Dans cette logique de recul de l'Etat, le gouvernement a été jusqu'à préparer un décret abaissant les règles de protection des sites classés, **comme l'a révélé Reporterre**.

- **Climat** - *Make the polluters great again* : tel pourrait être le vrai slogan de l'action du gouvernement en matière climatique. Au lieu d'affecter la taxe carbone au financement de mesures écologiques, il l'a utilisée pour **financer les aides aux grandes entreprises, le CICE**. Plus globalement, il maintient des subventions fiscales aux énergies fossiles qui **atteignent 11 milliards d'euros par an**. Et a laissé sa majorité parlementaire vider de sa substance la proposition de loi visant à empêcher que **l'épargne populaire finance des combustibles fossiles**.

- **Forêts tropicales** - M. Macron peut bien accueillir le chef indigène Raoni sous l'oeil des caméras, son intérêt pour la préservation des forêts tropicales est factice. Le gouvernement a ainsi autorisé Total à importer 20.000 tonnes **d'huile de palme pour sa raffinerie de La Mède**, contribuant à la déforestation en Indonésie. Plus globalement, en fermant les yeux **sur le soja importé**, la France encourage la déforestation au Brésil.

Source : Hervé Kempf pour *Reporterre*

- Emplacement : Accueil > Editorial > Info >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Le-pitoyable-bilan-de-M-Macron-en-ecologie>